



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

Réunion commune des 2 bureaux nationaux – URCF/Communistes le 6 mai 2015

*Rapport de Jean Luc Sallé Secrétaire Général de
l'URCF*

Je voudrais tout d'abord saluer les progrès décisifs du processus d'unification entre « Communistes » et l'URCF.

Un Parti révolutionnaire et communiste constitue une union militante de femmes et d'hommes autour d'un programme et de statuts marxistes-léninistes, leur adoption revêt un caractère décisif. Je reviendrai sur cette question à la fin du rapport.

1/ - Examen des grandes lignes de la politique de Hollande-Valls

Chacun voit et mesure les effets sur sa vie personnelle du caractère antisocial, antidémocratique du gouvernement social-démocrate qui poursuit mais aussi aggrave celle menée par Sarkozy. Le système capitaliste, grâce à ses médias, a la capacité de détourner le mécontentement sur les équipes en place pour créer les conditions de l'alternance avec l'UMP ou le FN.

Seuls les révolutionnaires agissent pour que cette dénonciation n'en reste pas aux seules équipes gouvernantes mais à ceux qui leur dictent leur politique : les monopoles. Ces derniers en France et dans le cadre de l'UE pour réaliser le profit maximum ont pour stratégie de détruire toutes les conquêtes sociales du 20^{ème} siècle obtenues par les luttes de classe avec une visée faire baisser le « coût » du travail. Ainsi le Pacte

de Responsabilité MEDEF-Hollande-CFDT inscrit dans la loi la politique d'austérité et les cadeaux financiers et fiscaux au patronat : 275 milliards d'aides publiques auxquels vont s'ajouter 2,5 milliards pour les PME et la prise en charge des salaires des apprentis mineurs par l'État.

On nous vantait ce Pacte en affirmant que c'était un moyen efficace de créer des emplois. « 1 million d'emplois » était inscrit sur le badge du dirigeant du MEDEF P. Gattaz ! Les résultats sont là, le chômage ne cesse de s'aggraver (+ 15 400 le mois dernier) et touche plus de 6 millions de travailleurs en réalité.

Les révolutionnaires communistes doivent faire la clarté. Les tenants de l'aménagement du capitalisme s'en prennent à la politique de l'offre, à l'absence de « donnant-donnant », au fait que Hollande ne mène pas une politique de « gauche ». En cela comme les Partis du Capital : PS, UMP, FN, ils ne dénoncent que la politique de Hollande-Valls pour mieux dédouaner le système capitaliste de toute responsabilité !

Ce que nous sommes les seuls à dénoncer, c'est précisément l'application zélée de la politique du Capital par la social-démocratie que l'on ne peut combattre efficacement sans remonter à sa source. Le Pacte de responsabilité a une autre visée, institutionnaliser la collaboration de classe et les prétendus intérêts communs Capital/Travail, c'est le rôle néfaste de la CFDT.

Volet complémentaire du Pacte et de la stratégie des grands groupes, c'est la loi Macron. Nous avons lancé une pétition qui a recueilli des milliers de signatures dans les entreprises et les quartiers populaires. L'inquiétude est grande.

Voyons ces dispositifs.

- C'est une attaque directe contre le travail en donnant tous les droits aux patrons : durée et forme du contrat, salaire ...
- La loi Macron affaiblit sans commune mesure les organismes de défense des salariés (prud'hommes, inspection et médecine du travail), sanctions et révocabilité contre les élus prud'homaux qui ne feraient pas preuve « d'impartialité ».
- Renforcement de la privatisation des services publics notamment de la SNCF avec la fermeture accrue des lignes régionales (15 000 suppressions d'emplois) et le transfert de ces missions aux autocars.
- Baisser les salaires, aggraver dramatiquement les conditions de vie familiale avec le travail de nuit dans les commerces des grandes gares et le travail le dimanche dans les zones touristiques.

- Exaucer toujours plus la revendication du MEDEF en facilitant les licenciements individuels et collectifs.
- Précariser toujours plus les emplois notamment dans le bâtiment.

La loi Touraine constitue un autre volet antisocial de la politique gouvernementale avec l'attaque continue contre la Sécurité Sociale. La santé est jugée comme un « coût exorbitant » par le Capital. Les dépenses de santé vont être réduites de 2,2 milliards d'euros, cela ouvre la voie au renforcement des mutuelles et assurances, c'est à dire la privatisation en marche du domaine de la santé et l'insertion toujours plus grande dans la rentabilité financière, alors que la santé est un droit.

Cette vision centrée sur la rentabilité découle du mode de production capitaliste. Ainsi des médecins et chercheurs aux Etats-Unis déploraient que la majorité des coûts proviennent des plus de 75 ans et des soins palliatifs et appelaient à « réduire les coûts ! »; pensée malthusienne sur la distinction entre gens « productifs » et ceux qui sont « inactifs ». Nul doute que dans notre pays certains partagent ces points de vue barbares. En France, les résultats sont dramatiques, 30 % de la population renonce aux soins faute d'argent. Le gouvernement veut diminuer la prise en charge jusqu'ici à 100 % des maladies graves : cancer, diabète, troubles cardio-vasculaires ... Le plafond des remboursements d'achat de lunettes sera fixé à 470 euros (verres simples avec intégration du prix des montures). Les exemples des réglementations défavorables aux familles modestes sont nombreux. La réduction du déficit de la Sécurité Sociale est l'alibi pour l'austérité et les réductions drastiques de remboursement. Or, ces pertes proviennent essentiellement des baisses de cotisations patronales. Le déficit se monte à 14,7 milliards et le Capital a bénéficié pour sa part de 50 milliards de réduction de cotisations.

Il faut défendre la Sécurité Sociale sur les bases de sa fondation et taxer le Capital et les laboratoires ; dénoncer également la politique des partis du Capital : PS, UMP, FN qui dénoncent les « *arrêts maladie de confort* » sans tenir compte du stress et du harcèlement au travail, les « *fraudes* » des salariés en ignorant la fraude massive du patronat.

Quelques mots de la réforme des collèges. Les camarades en activité, ici présents, apporteront les développements nécessaires. Cette réforme suscite une légitime inquiétude des personnels éducatifs et des parents d'élèves. Le système scolaire français va mal, 150 000 jeunes

sortent chaque année des études sans diplôme ni qualification. De plus en plus l'école est subordonnée aux intérêts des entreprises. Les maîtres mots sont le « savoir-être » (développer les attitudes et comportements exigés par le patronat) et le « savoir-faire » (les connaissances strictement utiles). Cela surtout pour les enfants des classes populaires car l'école est de plus en plus inégalitaire. Beaucoup d'inquiétude se manifeste sur le risque d'un nivellement par le bas et sur les contenus proposés, ainsi est faite l'impasse sur la pensée critique des philosophes du 18^{ème} siècle et l'accent est mis sur l'histoire des religions qui s'inscrit dans le communautarisme entretenu de la société pour mieux diviser les travailleurs tout en prônant l'« unité nationale » et les prétendus intérêts communs Capital/Travail.

Sur toutes ces questions nous avons maintes preuves que le système capitaliste ne peut plus assurer les besoins vitaux même élémentaires, que l'écart entre les privilégiés de la fortune et la majorité des travailleurs ne cesse de s'agrandir. Pour assurer le progrès social, il faudra abattre le capitalisme.

Dans l'immédiat, il est urgent que s'engagent les luttes, seul moyen de faire reculer le Capital pour la hausse des salaires, la défense des emplois, la défense des services publics (santé, éducation, logement, transports, énergie, recherche).

La politique du gouvernement social-démocrate en raison de son caractère antisocial et antipopulaire revêt aussi un caractère antidémocratique portant atteinte aux libertés individuelles et collectives.

La loi dite « Renseignement » est un projet gravissime, un « Patriot Act » à la française. C'est la légalisation du « tout surveillance » existant depuis 2007 et révélé récemment par « *Le Monde* ». Toutes les conversations téléphoniques, internet etc. seront enregistrées et conservées. Les prétextes à ces écoutes constituent clairement une criminalisation du mouvement social, anticapitaliste et anti-guerre. Seront surveillés ceux qui menacent « l'indépendance nationale et les intérêts économiques du pays ». Bien sûr dans l'esprit des législateurs c'est le Capital et ses Partis qui décident de ce que sont l'indépendance et les intérêts économiques du pays.

Nous, révolutionnaires affirmons à juste titre que c'est la classe capitaliste française qui, par son insertion dans l'Europe capitaliste, sa défense de l'austérité brade l'indépendance. Ici les « intérêts

économiques » sont identifiés au pillage de l'argent public et des pays dominés par les multinationales.

Seront surveillés ceux qui portent atteinte à la « politique étrangère de la France ». On sait que l'impérialisme français est engagé sur plusieurs fronts en Afrique et au Moyen-Orient. Il est clair que tous les opposants à la guerre, les partisans de la paix et de la coopération entre les peuples seront dans le collimateur du pouvoir d'État.

Les syndicalistes et les associatifs auront droit aussi à la surveillance avec le concept passe-partout d' « atteintes à la sécurité nationale ». La première mouture sécurité « publique » a été débaptisée car elle était trop transparente. Mais le changement de terme ne masque pas l'objectif. Les grèves avec occupation d'usine, les piquets de grève et autres formes de luttes ne seront-ils pas visés par les « atteintes » à la sécurité nationale et aux intérêts économiques ? (C'est à dire, ceux du Capital). Poser la question, c'est y répondre.

Ces mesures anti-démocratiques ont un lien étroit avec la politique de guerre du capitalisme français avec les autres États de l'OTAN, pour un nouveau repartage du monde au service de leurs monopoles. Voyons la tragédie des migrants (tiens on ne dit pas « boat-people ») en Méditerranée avec des milliers de morts et 500 000 réfugiés qui veulent quitter la guerre, les persécutions et la misère. Hollande déclare la « guerre aux passeurs » dans le cadre de la « lutte anti-terroriste » et propose de bombarder les navires, quel cynisme !

Les véritables responsables ne sont pas les passeurs qui ne sont que des hommes de main scandaleusement rémunérés, mais les multinationales et les dirigeants des États capitalistes. Les véritables responsables ce sont les fauteurs de guerre qui ont déstabilisé plusieurs États d'Afrique et du Moyen-Orient par leurs interventions militaires et le pillage des multinationales.

Prenons la Libye, après avoir détruit l'État, livré des armes à toutes sortes de groupes terroristes, les autorités françaises évoquent une possible intervention pour restaurer l'ordre ! Bernard-Henry Lévy un des relais des intérêts impérialistes estime ne rien regretter en Libye car « le chaos est préférable à la dictature », quelle survivance de l'esprit colonialiste ! Les « interventions humanitaires » sont le prétexte au déchaînement de violence capitaliste. La France, sous la direction de la social-démocratie, est un des États les plus bellicistes. Elle attise le conflit entre sunnites et chiites au Yémen, s'ingère dans

les affaires de l'Ukraine y compris avec le soutien aux fascistes, ne renonce pas à l'agression possible contre la Syrie et multiplie les pressions sur l'Iran.

Avec Hollande, la France est vouée à servir de marchand de canons. Après l'Égypte, le Qatar a acheté 24 rafales. On connaît les liens de ce pays avec le fondamentalisme islamiste et certains groupes terroristes agissant notamment contre l'Etat syrien. Vente qui va affaiblir Air-France puisque des contreparties porteraient sur les correspondances par Qatar Airways vers Lyon et Nice. Une ligne perdue c'est 300 emplois de moins !

Il est indispensable que les travailleurs opèrent le lien entre le combat pour la défense des libertés démocratiques et la lutte pour la paix. Lutter contre la guerre c'est aussi combattre également pour ses revendications sociales.

« Pas un sou pour la guerre, de l'argent pour nos revendications » disait justement le vieil adage du mouvement ouvrier.

2/ - Amplifier la résistance

Votre Comité National et notre Comité Central ont fait ce constat commun : il ne faut pas sous-estimer les progrès de la résistance des travailleurs à la politique d'austérité, qui s'est traduite par la mobilisation et le succès de la journée d'actions et de grèves du 9 avril. Il faut valoriser les luttes existantes en les popularisant et en développant la solidarité.

D'un côté pour les capitalistes, il y a les profits des grands groupes renforcés par la surexploitation grâce à l'austérité salariale et le pillage de l'argent public ; les dividendes des actionnaires ; les « parachutes dorés » ; de l'autre l'appauvrissement de la majorité de la population. Les moyens financiers existent pour satisfaire les revendications mais l'histoire nous enseigne que seules les luttes et les grèves peuvent faire reculer le Capital.

Rappelons quelques unes des luttes qui posent les questions vitales pour les salariés :

- Radio-France, grève de plus d'un mois pour sauver les emplois et refuser les « départs volontaires »
- Banque Populaire et Caisse d'Épargne : contre l'austérité et pour la défense des emplois
- PSA à St-Amand (59) pour la hausse des salaires

- Carrefour : lutte exemplaire contre la perte d'acquis sociaux pour les nouvelles embauches

Pour renforcer la mobilisation populaire il faut mettre en avant les grèves et luttes ainsi que les revendications pour les salaires et la défense de l'emploi, d'autant plus que les médias ignorent ces luttes.

Il faut mettre à nu et dénoncer haut et fort le rôle de la CFDT véritable courroie de transmission du MEDEF, les propos de Berger affirmant : « Il n'y a pas d'austérité en France » sont scandaleux.

Le 1^{er} mai pour des raisons diverses, la mobilisation a été insuffisante. Certains mettent en avant la division des centrales syndicales. Bernard Thibault intervient pour voler au secours des orientations réformistes de la direction CGT et du « syndicalisme rassemblé », c'est-à-dire, la recherche de l'unité avec la CFDT.

Il va même plus loin et déplore l'existence de plusieurs centrales. Pourtant une unification mécanique fortement appuyée par la CES (relais des directives capitalistes européennes) engendrerait une seule centrale d'accompagnement de la politique du Capital.

La question de l'unité des travailleurs, a fortiori de l'unification en une seule centrale, ne peut être dissociée des orientations de classe ou pas. Ce qui fait défaut pour davantage de mobilisation pour faire reculer le patronat, c'est une stratégie nationale de luttes ciblant la politique du Capital et de son gouvernement, popularisant les axes revendicatifs (salaires, emplois, défense des services publics, temps de travail, retraite à 60 ans).

Sur toutes ces questions, cela exige la clarté vis-à-vis des positions collaboratrices de classe de la CFDT.

Nous savons que beaucoup de syndiqués et de syndicats CGT aspirent à une centrale orientée vers la lutte de classe. Les révolutionnaires communistes doivent agir pour développer les solidarités avec les luttes. Il nous faut vaincre le scepticisme légitime engendré par des journées d'action et de grèves trop espacées les unes des autres. Nous rencontrons tous des salariés qui nous disent : « cela ne sert à rien, ce n'est pas efficace », « il faut taper plus fort ».

Si nous pouvons comprendre leurs doutes, nous ne saurions en rester là. La condition pour des luttes continues c'est d'agir pour mobiliser fortement comme nous l'avons fait le 9 avril ! Plus nous serons nombreux, plus la voix des partisans de l'affrontement avec la politique du gouvernement et du Capital sera forte, plus la nécessité de luttes continues grandira.

3/ - Vers le congrès d'unification le 20 juin.

C'est avec émotion et satisfaction que j'aborde cette question.

Nous avons franchi ensemble une étape décisive avec l'adoption du Programme révolutionnaire orienté vers la seule alternative au capitalisme, le socialisme et l'adoption des statuts. Je voudrais remercier les camarades de Communistes pour l'accueil fraternel à votre Congrès, vos B.N. et C.N. On se sentait chez nous dans vos réunions et la réciprocité est vraie. Les discussions durant ces mois du processus d'unification nous permettent de conclure que nous pouvons nous unir dans un seul Parti des communistes révolutionnaires. Nous tiendrons ensemble un Congrès d'unification le 20 juin prochain à Paris.

Un Parti marxiste-léniniste, surmontant les divisions et l'affaiblissement des idées révolutionnaires liées à la destruction de l'URSS et à la liquidation de nombreux Partis du mouvement communiste international, est la marque de la prise en compte que l'unité de nos rangs correspond aux intérêts supérieurs de la classe ouvrière et des travailleurs. Notre Parti sera à leur service.

Le 20 juin sera créé dans la continuité de l'histoire de « *Communistes* » et de l'URCF, un Parti plus fort, plus influent, implanté dans tout le pays, mieux capable d'action. Le renforcement continu du Parti sera l'une de nos priorités.

Nous marcherons sur nos deux jambes, par le travail militant à l'entreprise pour les transformer en citadelle de la lutte contre le capitalisme, par le travail politique sur le terrain électoral en direction des masses populaires aux élections régionales.

L'objectif étant de faire grandir la nécessité des luttes quotidiennes pour se défendre et la compréhension que la seule alternative politique est celle de travailler à un changement révolutionnaire de société : le socialisme

Dès maintenant, avant même le Congrès, nous allons travailler ensemble afin d'être opérationnels dès le 20 juin. Enfin le secteur « propagande » et partout les militants du Parti vont jouer un rôle important pour faire connaître et populariser cet événement que constituera le Congrès d'unité des révolutionnaires en un seul Parti.